

# CREATION DE ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables

## DOSSIER DE CONCERTATION PUBLIQUE

Septembre-Octobre 2024



# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

### I - LES ENERGIES RENOUVELABLES

- 1/ Les énergies renouvelables, c'est quoi ?
- 2/ L'importance des énergies renouvelables
- 3/ Les orientations en matière d'énergies renouvelables ?
- 4/ Les différentes énergies renouvelables
  - L'énergie du vent
  - L'énergie du soleil
  - L'énergie de la matière vivante
  - L'énergie de l'eau
  - L'énergie de la terre

### II – LA LOI APER

- 1/ Planifier les projets d'énergies renouvelables
- 2/ Simplifier les procédures
- 3/ Mobiliser du foncier pour le solaire et l'éolien
- 4/ Mieux partager la valeur des énergies renouvelables

### III – LE CONTEXTE LOCAL

- 1/ Contribution du Département du Gard au développement des énergies renouvelables
- 2/ Les orientations du SCOT Sud Gard
  - Amorcer la transition énergétique et promouvoir la sobriété énergétique (A8)
  - Prescriptions générales
- 3/ Les options retenues par la CCBTA

### IV – LA PROPOSITION DE CARTOGRAPHIE DE LA COMMUNE

- 1/ Les intentions de la commune dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable
- 2/ Les exigences techniques et réglementaires de la commune
- 3/ Le projet de cartographie

\* \* \*

## INTRODUCTION

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015 a introduit la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) qui constitue la feuille de route de la France pour lutter contre le changement climatique et le réchauffement de la planète : elle donne des orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable, et ambitionne notamment la neutralité carbone à l'horizon 2050, c'est-à-dire l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre et ce que les écosystèmes de notre territoire sont capables d'absorber (forêts, prairies, sols agricoles, zones humides...) ou que des procédés industriels sont capables de réduire (capture et stockage ou réutilisation du carbone...).

La Stratégie Nationale Bas Carbone engage les efforts de la France dès la décennie 2020-2030, avec notamment l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030, par rapport à leur niveau de 1990. La loi européenne sur le climat porte cet objectif à 55%.

Considérant qu'environ 60 % de l'énergie utilisée en France est d'origine fossile (produits pétroliers, gaz naturel, charbon), la stratégie nationale est fondée sur une forte diminution de la consommation énergétique totale (de 1.600 TWh aujourd'hui à 930 TWh en 2050), ainsi que sur l'évolution structurelle des énergies bas-carbone, notamment l'électricité (de 27% de la consommation d'énergie aujourd'hui à 55% en 2050) et la biomasse (de 11% à 27 %), en misant très largement sur les énergies renouvelables.

En croissance régulière depuis plusieurs années, les énergies renouvelables représentent 14% de la consommation d'énergie primaire en 2022, contre 8,8 % dix ans plus tôt.

Parallèlement, leur poids dans l'économie française s'est accru : elles sont ainsi à l'origine, en 2020, de 10,8 Md€ d'investissements et de 85 000 emplois en équivalent temps plein.

Très diverses, les énergies renouvelables en France regroupent une dizaine de filières : le bois-énergie et l'hydraulique restent les plus développées, mais l'éolien et les pompes à chaleur sont parmi celles qui progressent le plus ces dernières années.

Selon les règles de calcul européennes, la part des énergies renouvelables atteint 20,7% de la consommation finale brute d'énergie en 2022 ; en 2021, la France se situait à la 14<sup>ème</sup> position de l'Union européenne pour cet indicateur.

En niveau absolu, la France est le deuxième producteur européen de biomasse, d'hydroélectricité, de déchets renouvelables et de géothermie.

Pour autant, la complexité des procédures administratives et le défaut de documents de planification stratégique ont généré un retard de la France dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables. Ainsi, en 2020, la France était le seul pays à ne pas avoir atteint le chiffre fixé par l'Union européenne de 23% de part de renouvelables.

La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise donc à accélérer la mise en place d'énergies renouvelables sur le territoire français, et lever les freins et contraintes de nature à entraver et retarder encore ce développement ; la loi prévoit également un volet dédié à la planification territoriale.

C'est ainsi que, parmi les mesures de planification, les communes doivent identifier de façon cartographique les zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAE nR), sur leur territoire ; ces zones témoignent de leur volonté politique, mais ne sont pas exclusives.

Le projet de cartographie doit faire préalablement l'objet d'une concertation publique dont les modalités sont définies par le conseil municipal.

A l'issue de la concertation, le conseil municipal arrête, par délibération, la cartographie des ZAE nR qui sera soumise à la validation du comité régional de l'énergie, avant d'être intégrée au plan local d'urbanisme de la commune par voie de modification simplifiée.

Le présent dossier de concertation publique présente donc les énergies renouvelables, la loi APER, et les propositions de la commune en matière d'accélération des énergies renouvelables.

## I - LES ENERGIES RENOUVELABLES

Aujourd'hui, différentes sources d'énergies renouvelables (EnR) coexistent dans la production d'énergie en France : solaire, éolien, biogaz, géothermie...

Elles sont indispensables pour préparer le système énergétique de demain en diversifiant le mix énergétique de notre pays.

La France utilise en effet plusieurs sources pour produire son énergie, comme le nucléaire, le pétrole, le gaz naturel, la biomasse, le solaire, dans des proportions qui varient d'une année à l'autre : c'est ce que l'on appelle le mix énergétique, ou bouquet énergétique.

### 1/ Les énergies renouvelables, c'est quoi ?

Les énergies renouvelables (EnR) sont alimentées par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, les chutes d'eau, les marées...

Elles permettent de produire de l'électricité, de la chaleur, du froid, du gaz, du carburant, du combustible.

Ces sources d'énergie, considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain, n'engendrent pas ou peu de déchets ou d'émissions polluantes.

Elles se distinguent des énergies fossiles, polluantes et dont les stocks diminuent.

Enfin, les EnR sont plus résilientes, notamment en cas de crise.

Il existe 5 grandes familles d'énergies renouvelables :

- Énergie éolienne (terrestre et en mer) : production d'électricité
- Énergie solaire (photovoltaïque, thermique et thermodynamique) : production d'électricité et de chaleur
- Biomasse : production de chauffage (bois-énergie), de chaleur et d'électricité (déchets)
- Énergie hydraulique : production d'électricité
- Géothermie : production de chaleur

En France, l'énergie est utilisée à :

- 42 % pour la chaleur
- 30 % pour le transport
- 28 % pour l'électricité

En savoir + : [Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2023 PDF – 6.27 Mo](#)

### 2/ L'importance des énergies renouvelables

#### Pour le climat

Les énergies renouvelables permettent de réduire nos émissions de gaz à effet de serre pour répondre à l'urgence climatique.

La France se donne pour objectif d'atteindre 33 % d'énergie renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2030, contre 20 % actuellement.

#### Pour la santé

La transformation de notre production énergétique aura des effets sanitaires. Elle permettra en effet de diminuer la pollution de l'air responsable de 48 000 décès prématurés en France chaque année. Contrairement aux énergies fossiles, dont la combustion libère des particules fines et de l'ozone fortement nocifs, les filières comme l'éolien, le solaire ou l'hydraulique n'émettent pas de polluants.

#### Pour notre économie

En 2028, les énergies renouvelables représenteront 21 milliards d'euros de valeur ajoutée brute en France, soit 10 % de la valeur ajoutée créée actuellement par le secteur industriel.

Plus les énergies renouvelables se développent, plus leur prix baisse. Autrement dit, plus elles sont compétitives, plus elles fournissent une énergie bon marché et plus les investissements permettent d'en développer. C'est un secteur d'activité complet en pleine structuration.

Les entreprises françaises peuvent se positionner sur des métiers variés : fabrication, installation, pilotage et entretien des équipements, mais aussi services innovants, comme la prévision de la production d'énergie.

#### Pour notre indépendance

Les énergies renouvelables jouent un rôle important dans la maîtrise à long terme de la facture énergétique de la France. Elles permettent de relocaliser notre production d'énergie, en produisant et valorisant les ressources locales plutôt que d'importer des énergies fossiles dont la volatilité des cours est une source de tensions.

Aujourd'hui, la France importe 98,5 % de son pétrole, 98 % de son gaz naturel, 100 % de son charbon et 100 % de l'uranium. Grâce au développement des énergies renouvelables, le déficit de la balance commerciale lié aux importations d'énergie pourrait être réduit de 60 % en 2035.

Cette relocalisation de la production d'énergie doit également s'accompagner d'une relocalisation des outils de production, afin de ne pas remplacer la dépendance envers les énergies fossiles par une dépendance envers des matériaux critiques.

#### Pour les citoyens

Les énergies renouvelables valorisent les ressources des territoires et génèrent de l'activité avec, à la clé, des emplois locaux et non délocalisables et des moyens peu coûteux pour s'approvisionner en énergie. Les EnR représenteront 236 000 emplois directs et indirects en 2028.

De plus, les citoyens peuvent co-construire le nouveau modèle énergétique en produisant eux-mêmes leur énergie ou en investissant dans des projets à proximité dont ils peuvent devenir les actionnaires dans le cadre d'un financement participatif.

#### Pour les collectivités

Les territoires sont très largement bénéficiaires du développement des énergies renouvelables. Les retombées fiscales des énergies renouvelables vers les collectivités locales sont estimées à 1 milliard d'euros en 2019, et à 1,6 milliard d'euros en 2028. Près d'un tiers de ces retombées bénéficient directement aux communes et intercommunalités.

Outre les retombées fiscales directes, la création d'emplois par les énergies renouvelables est une réalité : ce secteur emploie désormais plus de 86 000 personnes.

L'ensemble des régions bénéficie et va continuer de bénéficier du développement des énergies renouvelables avec la création d'emplois non délocalisables et d'une grande diversité : ingénierie, construction, exploitation et maintenance des infrastructures, approvisionnement en bois-énergie... Les soutiens publics apportés par l'État pour soutenir le développement des EnR contribue à la création d'emplois directs.

Les énergies renouvelables contribuent au chiffre d'affaires du secteur agricole pour plus de 1,3 milliards d'euros par an, soit 2 % du chiffre d'affaires du secteur agricole.

Les collectivités et territoires engagés dans une démarche de développement des énergies renouvelables se réapproprient les questions d'énergie et mettent en œuvre des solutions concrètes bénéfiques pour l'emploi, le lien social et la protection de leur environnement.

### **3/ Les orientations en matière d'énergies renouvelables ?**

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) exprime les orientations en matière de politique énergétique.

Le code de l'énergie prévoit notamment de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à plus de 33 % de cette consommation en 2030.

À cette date, les énergies renouvelables devront représenter :

- 40 % de la production d'électricité,
- 38 % de la consommation finale de chaleur,
- 15 % de la consommation finale de carburant,
- 10 % de la consommation de gaz.

Ces objectifs nationaux sont cohérents avec le chemin nécessaire pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et avec l'objectif européen de porter à 32 % la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute de l'Union européenne d'ici à 2030.

## 4/ Les différentes énergies renouvelables

### L'énergie du vent

#### **Éoliennes terrestres**

Les éoliennes convertissent l'énergie du vent en énergie électrique qui est, en ce sens, totalement renouvelable et constitue par définition une source d'énergie variable, puisque conditionnée au niveau de vent (en général, une éolienne commence à produire à 15 km/h de vent et tourne à plein régime vers 40-50 km/h de vent). Toutefois, grâce à des données météorologiques, il est possible de prévoir précisément la production éolienne à quelques jours.

#### **Éoliennes en mer**

Elles fonctionnent sur le même principe que les éoliennes terrestres. Ce sont donc des sources d'énergie renouvelable, intermittente, produisant de l'électricité à partir du vent.

Elles peuvent être installées sur les fonds marins (éolien posé) ou sur une base flottante, elle-même ancrée aux fonds marins (éolien flottant). Elles sont en revanche différentes des éoliennes terrestres sur plusieurs points : le vent en mer étant plus fort et plus constant que sur terre, les éoliennes offshore possèdent un rendement plus élevé que leurs équivalentes terrestres.

Enfin, les éoliennes installées en mer sont deux à trois fois plus puissantes que les éoliennes à terre, ce qui permet de produire plus d'électricité par éolienne. Les espaces maritimes étendus permettent d'installer des parcs de grande taille, composés de plusieurs dizaines d'éoliennes, mais leur implantation doit se faire en conciliant les différents usages maritimes.

#### **En savoir +**

- [L'éolien en questions](#)
- [Éolien en mer et énergies renouvelables électriques \(Dossier de presse du 28 août 2021\)](#)

### L'énergie du soleil

L'énergie solaire permet de produire soit de la chaleur, soit de l'électricité à travers différents procédés de captation : photovoltaïque, thermique et thermodynamique.

En France, le procédé le plus utilisé est celui du solaire photovoltaïque.

#### **Photovoltaïque**

Les cellules photovoltaïques récupèrent la lumière du soleil et la convertissent en électricité.

Tout comme l'éolien, il s'agit d'une source d'énergie entièrement renouvelable.

En revanche, elle ne peut produire qu'en journée, ce qui pose des problèmes pour répondre au pic de consommation d'énergie, particulièrement en fin de journée aux alentours de 20h, et nécessite donc le développement de solutions de flexibilité.

#### **En savoir +**

- [Le solaire en questions](#)

### L'énergie de la matière vivante

L'énergie biomasse permet de fabriquer de l'électricité grâce à la chaleur dégagée par la combustion de matières végétales et animales (bois, végétaux, déchets agricoles, ordures ménagères organiques, lisier d'animaux...) ou du biogaz issu de leur fermentation.

#### **Bois énergie**

Le bois énergie désigne l'utilisation du bois et de ses dérivés comme source d'énergie.

Il est possible de produire de l'électricité via la combustion de la biomasse, comme dans une centrale thermique classique. Cependant, la grande majorité de la ressource bois énergie est actuellement utilisée en tant que chauffage au bois domestique, essentiellement sous forme de bûches.

Il s'agit d'une source d'énergie considérée comme renouvelable, dans la mesure où la forêt est gérée de façon durable.

## Biogaz

Il existe deux types de gaz : le gaz naturel qui, comme le pétrole, est une source d'énergie fossile et le biogaz, qui est renouvelable.

Ces gaz diffèrent par leur mode de formation, mais sont chimiquement équivalents et peuvent donc rendre les mêmes services : source de chaleur, production d'électricité, voire carburant alternatif.

Les trois principaux modes de production du biogaz sont :

- La méthanisation correspond à la dégradation de la matière organique, notamment les déchets agricoles, agroalimentaires, biodéchets, etc. ;
- La pyrogazéification est un autre processus permettant de produire du méthane à partir de matières organiques ;
- Le « power-to-gas » permet de transformer l'électricité issue d'énergies renouvelables en gaz (méthane), offrant ainsi une solution pour le stockage de l'électricité.

## Biocarburants

Ce sont des carburants produits à partir de biomasse venant en complément ou en substitution des carburants fossiles. Certains, dits conventionnels, sont produits à partir de ressources agricoles et d'autres, dits avancés, sont produits à partir de matières premières sans entrer en concurrence avec l'usage alimentaire.

## En savoir +

- [La méthanisation en questions](#)

## L'énergie de l'eau

### Hydroélectricité

L'énergie mécanique de l'eau est utilisée pour actionner des turbines qui la convertissent en énergie électrique. Il s'agit d'une énergie renouvelable puisque le cycle de l'eau garantit le renouvellement annuel de la ressource.

Le volume de production brute varie en fonction du niveau de pluviométrie. D'une manière générale, l'hydroélectricité permet, grâce aux retenues d'eau, de stocker de grands volumes d'eau et de produire de l'électricité à la demande, notamment lors des pics de consommation.

En outre, l'hydroélectricité est à ce jour la seule solution de stockage de l'électricité à grande échelle et sur longue période, avec les réserves des grands barrages.

La France est un pays richement doté en reliefs et de ce fait possède d'importantes ressources hydroélectriques qui ont été développées au cours du XX<sup>ème</sup> siècle.

## L'énergie de la Terre

### Géothermie

Ce terme recouvre diverses technologies radicalement différentes, mais qui exploitent toutes la chaleur de la croûte terrestre.

La géothermie peu profonde (entre 5 et 10 mètres) utilise le concept de pompe à chaleur pour produire du chauffage, le sol restant à température constante toute l'année.

La deuxième technologie, dite géothermie profonde, va chercher la chaleur beaucoup plus loin. La température moyenne de la croûte terrestre augmentant avec la profondeur, en moyenne de 3 °C tous les 100 m, cette ressource permet d'alimenter des réseaux de chaleur.

*Source : Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires*

*Annexes 1 à 7 : Fiches ADEME*

*Plus d'informations sur :*

- [Le site de l'Ademe](#)
- [Le site du gestionnaire du réseau de transport d'électricité \(RTE\)](#)
- [Le site du Syndicat des énergies renouvelables \(SER\)](#)

Face à la crise énergétique et au dérèglement climatique, la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, entend faciliter et accélérer le développement des énergies renouvelables afin de rattraper le retard pris par la France.

Le texte, qui a été modifié et enrichi par les parlementaires, s'articule autour de quatre axes :

- Planifier les énergies renouvelables,
- Simplifier les procédures
- Mobiliser le foncier déjà artificialisé pour déployer les énergies renouvelables
- Et mieux partager la valeur générée par ces énergies.

### 1/ Planifier les projets d'énergies renouvelables

La loi instaure un dispositif de planification territoriale des énergies renouvelables pour faciliter l'approbation locale des projets et assurer leur meilleur équilibre dans les territoires.

Ce dispositif, introduit à l'initiative des parlementaires, devra faire intervenir des référents chargés de l'instruction des projets d'énergies renouvelables, désignés dans chaque préfecture.

L'État devra mettre à la disposition des collectivités locales les informations disponibles sur le potentiel d'implantation des énergies renouvelables.

Les communes devront ensuite, après concertation du public, identifier des zones d'accélération favorables à l'accueil des installations et leur établissement public de coopération intercommunale débattre de ces zones avec le projet du territoire.

Passé un délai de six mois, le référent préfectoral arrêtera la cartographie des zones d'accélération et la transmettra pour avis au comité régional de l'énergie.

Si ce comité conclut que les zones identifiées sont suffisantes pour atteindre les objectifs de développement des énergies renouvelables, les référents préfectoraux de la région arrêteront la cartographie à l'échelle du département, après avis conforme de chaque commune concernée pour les zones situées sur son territoire.

Dans le cas contraire, les référents préfectoraux devront demander aux communes d'identifier de nouvelles zones.

Les communes pourront toujours délimiter des zones d'exclusion dès lors que les objectifs régionaux sont atteints.

Ce processus devra être renouvelé tous les cinq ans.

À partir du 31 décembre 2027, les zones d'accélération devront contribuer à atteindre les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE).

Pour les éoliennes en mer, un dispositif de planification est aussi prévu.

Le document stratégique de façade devra établir, pour les quatre façades maritimes, sur dix ans et à horizon 2050 des zones prioritaires pour les parcs éoliens et leurs raccordements.

Seront ciblées en priorité des zones situées dans la zone économique exclusive (zones au-delà des eaux territoriales à plus de 22 kilomètres des côtes) et en dehors des parcs nationaux ayant une partie maritime.

En outre, afin de donner plus de visibilité sur les projets, les débats publics pourront être mutualisés. Les collectivités littorales, le Conseil national de la mer et des littoraux et les collectivités situées à moins de 100 kilomètres de la zone d'implantation y seront associés.

Après cette concertation, le gouvernement arrêtera en 2024 la première cartographie des zones prioritaires pour installer les éoliennes en mer.

Un observatoire des énergies renouvelables et de la biodiversité est créé et sera mis en place d'ici 2024.

*(Note de la commune : ces informations ont été communiquées avant la dissolution de l'Assemblée Nationale le 9 juin dernier, et le calendrier projeté pourrait donc être retardé)*

## **2/ Simplifier les procédures**

Plusieurs mesures sont introduites pour simplifier les procédures environnementales et réduire la durée d'instruction des projets. Il s'agit de diviser par deux le temps de déploiement des projets et de revenir dans la moyenne des pays européens.

Les procédures de planification et d'anticipation des raccordements, tant pour les projets d'énergies renouvelables que pour les raccordements des projets de décarbonation de l'industrie, sont facilitées.

Une présomption de reconnaissance de la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), l'un des trois critères qui permet de déroger à l'obligation de protection des espèces protégées, est instituée pour certains projets d'énergies renouvelables, leurs ouvrages de raccordement et de stockage. Un décret en Conseil d'Etat doit encore définir les conditions d'obtention de cette présomption.

De nouveaux référents préfectoraux à l'instruction des projets renouvelables, créés par amendement parlementaire, seront chargés de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les services chargés d'instruire les autorisations. Un médiateur des énergies renouvelables devra aider à la recherche de solutions amiables aux difficultés ou aux désaccords rencontrés dans l'instruction ou la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable.

Toujours pour gagner du temps et sécuriser les projets, des mesures tendent à réduire les risques contentieux. Le juge administratif devra permettre la régularisation de l'autorisation environnementale lorsque c'est possible. Cela évitera l'annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice affectant leur légalité est régularisable. De plus, un fonds de garantie permettra de compenser une partie des coûts subis par les porteurs de projet en cas d'annulation contentieuse d'une autorisation environnementale. Jusqu'à présent, les porteurs de projet attendaient de connaître l'issue des recours avant de lancer la mise en œuvre de leurs installations.

## **3/ Mobiliser du foncier pour le solaire et l'éolien**

### Le solaire photovoltaïque

La loi facilite l'installation de panneaux solaires sur des terrains déjà artificialisés ou ne présentant pas d'enjeu environnemental majeur. Sont notamment visés les terrains en bordure des routes et des autoroutes (par exemple les aires de repos ou les bretelles d'autoroutes) et des voies ferrées et fluviales ; les friches en bordure du littoral et les parkings extérieurs existants de plus de 1 500 m<sup>2</sup>. Ces parkings devront être équipés de panneaux solaires sur au moins la moitié de leur surface (sauf exceptions).

Les immeubles sont aussi concernés. Sur les bâtiments non résidentiels neufs ou lourdement rénovés (entrepôts, hôpitaux, écoles...), la couverture minimum des toitures solaires augmentera progressivement de 30% en 2023 à 50% en 2027. Cette obligation sera étendue dès 2028 aux bâtiments non résidentiels existants. En outre, les organismes privés d'habitations à loyer modéré (HLM) devront réaliser une étude de faisabilité pour développer de tels équipements sur leurs logements sociaux.

Face aux canicules répétées, un amendement parlementaire envisageait de recouvrir de peinture blanche les toits de divers bâtiments (industriels, commerciaux, administratifs...). Faute d'étude d'impact préalable, cette obligation a été transformée en une demande de rapport au gouvernement sur l'opportunité de cette mesure.

Aucune disposition concernant l'installation de panneaux solaires sur des terres agricoles ne figurait dans le projet du gouvernement. À l'initiative des parlementaires, l'agrivoltaïsme est défini et son déploiement encadré.

Les installations agrivoltaïques (sur des hangars, des serres...) devront permettre de créer, maintenir ou développer une production agricole, qui devra rester l'activité principale, et devront être réversibles.

Un décret déterminera les conditions de déploiement et d'encadrement de l'agrivoltaïsme.

Les ouvrages solaires au sol sont interdits sur les terres cultivables. Ils seront uniquement permis sur des terres réputées incultes ou non exploitées depuis un certain temps. Dans les zones forestières, les installations solaires sont interdites dès lors qu'elles nécessitent d'abattre des arbres.

#### L'éolien et les autres énergies

Les projets d'éoliennes peuvent conduire à une gêne pour les radars de détections militaires, civils ou de Météo-France. Dans ce cas, les porteurs de projet devront construire des radars de compensation, si cela est nécessaire pour pouvoir autoriser le projet. Une partie du financement de ces radars pourra être pris en charge par l'État, dans le cadre des appels d'offres.

Avant l'implantation de nouvelles éoliennes terrestres, les autorisations d'exploiter devront prendre en compte de nouveaux facteurs dont "les effets de saturation visuelle" dans le paysage. Près de 60% du parc éolien national est concentré aujourd'hui dans les Hauts-de-France, l'Occitanie et le Grand-Est. Certains riverains de ces parcs ont un sentiment d'injustice territoriale.

De plus, les grandes entreprises publiques et les sociétés de plus de 250 salariés, devront mettre en place, d'ici février 2025, un plan de valorisation de leur foncier, pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables.

Plusieurs mesures en faveur de la méthanisation, de l'hydroélectricité, de l'hydrolien fluvial et de la géothermie complètent le texte.

#### **4/ Mieux partager la valeur des énergies renouvelables**

Dans le but de mieux faire profiter les communes des bénéfices des projets d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appel d'offres d'énergies renouvelables devront participer au financement des projets "verts" des communes et des intercommunalités d'implantation (rénovation et efficacité énergétiques, mobilités durables ...) ou à des projets de protection de la biodiversité de l'Office français de la biodiversité.

Les collectivités locales et leurs habitants pourront également prendre des participations aux projets de production d'énergie renouvelable.

La loi contient deux autres évolutions : faciliter la signature de contrats d'achat direct d'électricité ou de gaz renouvelables entre des producteurs et des consommateurs, et simplifier le recours à l'autoconsommation pour des collectivités afin qu'elles puissent disposer d'un approvisionnement en électricité vert, local et sécurisé dans le long terme.

*Source : vie-publique.fr*

*Annexe 8 : Loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dossier de presse)*

*Plus d'informations sur :*

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2023/3/10/ENER2223572L/jo/texte>  
<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/CNTE%20-%20Avis%202022-2.pdf>

### III – LE CONTEXTE LOCAL

La proposition de cartographie des zones communales d'accélération des énergies renouvelables s'inscrit dans la perspective de la contribution départementale à la production nouvelle d'énergies renouvelables, dans les orientations du SCOT Sud Gard, et dans la cohérence des options retenues par la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence.

#### 1/ Contribution du Département du Gard au développement des énergies renouvelables

Basée sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2019-2028, la feuille de route communiquée par le Préfet de la Région Occitanie à la Préfecture du Gard constitue une première étape préparatoire à la territorialisation des objectifs de la prochaine PPE (2024-2028), et pose les points de repère utiles pour orienter les avant-projets, piloter les projets, engager ou poursuivre la réflexion avec les acteurs du territoire sur l'évolution des différentes filières d'énergies renouvelables et sur les conditions d'insertion des projets dans le contexte local.

La contribution souhaitable de la part du Gard à la production d'énergies renouvelables est comprise entre 2.000 et 2.600 GWh à l'horizon 2028-2030, à partir du vent, du soleil et de la biomasse.

La valeur repère est arrêtée à 2.500 GWh et se compose comme suit :

- 50 GWh électriques d'origine éolienne terrestre (soit 23 MW de puissance)
- 1.550 GWh électriques d'origine solaire en toiture ou au sol (1.100 MW de puissance crête)
- 50 GWh par méthanisation de la biomasse
- 850 GWh de chaleur par combustion du bois (domestiques et grandes installations)

*Source : Lettre de cadrage du Préfet de Région à la Préfète du Gard du 28 décembre 2022*

#### 2/ Les orientations du SCOT Sud Gard

##### Amorcer la transition énergétique et promouvoir la sobriété énergétique (A8)

Le développement du territoire doit se faire dans le respect des ressources locales, notamment à travers une mutation du modèle énergétique qui doit comprendre la réduction de la consommation d'énergies fossiles ainsi que le développement et la valorisation des énergies renouvelables.

Le SCoT Sud Gard souhaite s'inscrire dans la mise en œuvre des objectifs nationaux et régionaux en matière de transition énergétique. A ce titre, il met en œuvre les mesures permettant de répondre aux nouvelles dispositions nationales prises dans le cadre de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, à savoir :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 ;
- Réduire la consommation énergétique finale de 20 % en 2030 ;
- Réduire la consommation énergétique primaire d'énergies fossiles de 30 % en 2030 ;
- Porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030 permettant de répondre à l'objectif général de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 ;
- Lutter contre la précarité énergétique.

Par ailleurs, il s'intègre dans la stratégie énergétique de la Région Occitanie dont l'ambition est de faire de son territoire une "Région à Energie Positive" à l'horizon 2050 et dont les objectifs opérationnels sont les suivants :

- Baisser la consommation de près de 40 % en agissant sur plusieurs leviers :
  - Diviser par deux les consommations d'énergie par habitant ;
  - Agir de manière ventilée par secteur de consommation : réduire la consommation des transports de 61%, des bâtiments de l'ordre de 26%, de l'industrie et de l'agriculture de l'ordre de 27%.
- Multiplier par 3 la production d'énergie renouvelable (biomasse, hydraulique, solaire, géothermie, éolien...) et notamment par 5 la production d'énergie liée au photovoltaïque.

Soit au total, une baisse de 80% des émissions de GES en 2050.

### Prescriptions générales

Il s'agit de :

- Réduire la consommation d'énergie fossile au sein des projets en renouvellement et limiter les émissions de gaz à effet de serre au sein des projets en extension en :
  - Concevant des villes et villages des « courtes distances » en intégrant la mixité fonctionnelle ;
  - Déployant le maillage d'équipements dédié aux modes de déplacement alternatifs à la voiture, en développant des liaisons pour les "modes actifs" (marche à pied, vélos...), notamment en assurant des parcours confortables pour accéder aux transports en commun.
- Valoriser et développer les énergies renouvelables et de récupération (solaire, éolien, récupération de chaleur, méthanisation, biomasse...), sous condition que leur installation respecte l'environnement local, ses enjeux écologiques, socio-économiques et paysagers en :
  - Déployant les dispositifs de production d'énergies renouvelables prioritairement dans les espaces urbanisés ;
  - Valorisant les bâtiments (dont hangars et serres agricoles), les délaissés (friches industrielles, parkings, infrastructures, délaissés routiers, ...) et les terrains anciennement artificialisés situés en dehors des espaces urbanisés (comme par exemple les carrières, les sites pollués, les décharges, les anciennes usines, les aires de stationnement désaffectées...) pour l'accueil d'installations de production d'énergies renouvelables ;
  - Equipant les nouveaux équipements (notamment publics) et les surfaces commerciales d'un dispositif de production d'énergie renouvelable. Les anciens édifices pourront également en prévoir, lors de réparations ou réhabilitations (sous réserve d'un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France dans le cadre de bâtiments situés en secteurs classés) ;
  - Définissant, au niveau communal, les secteurs où l'urbanisation est conditionnée à des dispositifs de performance énergétique renforcée comme sont, par exemple, les écoquartiers ;
  - Evitant d'installer les dispositifs d'énergie renouvelable consommateur de terres dans des espaces agricoles et naturels sur des sols qui n'ont pas été artificialisés. Dans ces zones, l'installation d'équipements de production d'énergie renouvelable sera exclusivement autorisée sur des sols anciennement artificialisés, sous réserve d'éviter les pollutions, notamment pour les installations de géothermie en circuit ouvert où la nappe est proche du sol, et d'être comptabilisés au sein de l'enveloppe globale de 195 ha allouée aux équipements (Cf. : partie B.3 « Favoriser une politique d'implantation des équipements au plus près des habitants »).

Concernant l'énergie photovoltaïque, il s'agit d'autoriser :

- Au sein des enveloppes urbaines, des lisières urbaines à formaliser et des secteurs de développement urbain : les installations de production intégrées aux programmes mutualisant les emprises au sol (ombrières de parking, dispositifs en toiture), de manière à éviter que la pose de panneaux au sol n'entraîne à elle seule une consommation d'espace. Dans ce cas, les dispositifs de production ne seront pas considérés comme une consommation d'espace. A l'inverse, les dispositifs de production qui seront exclusivement réalisés au sol pour cette seule fonction seront considérés comme une consommation foncière destinée à des équipements.
- Au sein des zones agricoles et naturelles :
  - Le développement de l'énergie photovoltaïque sur bâtiment agricole (hangar et serres agricoles) uniquement dans la mesure où cela n'est pas incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain exploité et que les installations ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

- Des marges autour des installations dès lors qu'elles sont indispensables à leur bon fonctionnement (chemin d'accès, défrichage, etc...). Cette marge n'est pas à considérer comme une consommation d'espace dès lors qu'elle n'entraîne pas d'artificialisation du sol. Dans le cas contraire, elle sera comptabilisée au sein de l'enveloppe foncière affectée aux équipements.
- Les surfaces allouées aux fermes photovoltaïques en zone agricole sont limitées à un total de 50 hectares maximum sur l'ensemble du territoire du SCoT Sud Gard et dans le respect des conditions suivantes :
  - ✓ Quand les fermes photovoltaïques concernent les cœurs de biodiversité et des espaces naturels patrimoniaux identifiés et cartographiés dans la Trame Verte et Bleue du SCoT, elles devront justifiées par des études naturalistes, l'absence d'impact sur la fonctionnalité de l'ensemble naturel concerné ;
  - ✓ Qu'elles soient intégrées au grand paysage et que les co-visibilités avec des éléments de paysage remarquables identifiés au sein de la carte Paysage du D2O soient strictement limitées ;
  - ✓ Qu'elles soient réalisées en priorité sur les terrains les moins favorables au développement d'une agriculture fertile (friches agricoles, secteur où l'activité est en difficulté...);
  - ✓ Qu'en mesure compensatoire, le développement d'un projet de ferme photovoltaïque contribue à la revalorisation agricole des terrains concernés par la proposition d'un projet agricole visant le maintien ou la réinstallation d'exploitations agricoles et l'exploitation des terres à des fins de productions agricoles (en particulier en favorisant les installations surélevées permettant l'exploitation du site).
  - ✓ Que ces installations soient complémentaires à une activité agricole principale et qu'elles ne nuisent pas à son maintien et son développement.

Concernant le grand éolien et les parcs éoliens terrestres, il s'agit :

- D'éviter leur impact au sein des zones de protection Natura 2000 (Zone de Protection Spéciale et Zone Spéciale de Conservation), de la directive oiseau et du Plan National d'Actions de l'aigle de Bonelli ;
- De les autoriser sous conditions au sein de l'ensemble des espaces constituant le territoire (naturels et agricoles) à partir du moment où l'installation d'éoliennes répond aux impératifs des mesures adaptées et établies au sein des études d'impacts associés aux projets éoliens.

*Source : Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT Sud Gard*

### **3/ Les options retenues par la CCBTA**

Par délibération en date du 6 novembre 2023, le Bureau Communautaire de la CCBTA a identifié les zones d'accélération d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, en accord avec les propositions des communes membres.

Cette identification repose sur les postulats suivants :

- Les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables doivent présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables pour atteindre, à terme, les objectifs de la politique énergétique nationale et les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie ;
- Les zones d'accélération doivent contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l'approvisionnement énergétique ;
- Ces zones sont définies dans l'objectif de prévenir et de maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables pour les intérêts tenant à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi qu'à la commodité du voisinage, la santé, sécurité, salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- Ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies en fonction du potentiel du territoire concerné et de la puissance d'énergie renouvelable déjà installée ;
- Ces zones ne peuvent être comprises dans les parcs nationaux et les réserves naturelles, ni, lorsqu'elles concernent le déploiement d'installations éoliennes, dans les sites classés dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de zone spéciale de conservation des chiroptères au sein du réseau Natura 2000, ni dans les zones couvertes par des dispositions de protection conduisant à une interdiction des installations d'énergies renouvelables, ni dans les zones à enjeux majeurs identifiées sur la base d'éléments de connaissance territorialisés ; à l'exception des procédés de production en toiture.
- Ces zones sont identifiées en tenant compte de l'inventaire relatif aux zones d'activités économiques afin de valoriser ces espaces présentant un potentiel pour le développement des énergies renouvelables ;
- L'avis du gestionnaire doit être préalablement demandé lorsque les zones sont identifiées dans le périmètre d'une aire protégée ou d'un grand site de France, ainsi que dans le périmètre de classement d'un parc naturel régional.

Source : Délibération n°B-23-058 du Bureau Communautaire de la CCBTA du 6 novembre 2023  
Annexe 9 : Etat des lieux des énergies renouvelables dans le Gard par EPCI

## IV – LA PROPOSITION DE CARTOGRAPHIE DE LA COMMUNE

Une première cartographie avait été présentée en séance du conseil municipal du 28 septembre 2023, et transmise à la CCBTA, au SCOT Sud Gard et aux services de l'Etat.

La seconde cartographie proposée vise à affiner la première version, après concertation publique.

### 1/ Les intentions de la commune dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

La commune de JONQUIERES-SAINT-VINCENT a déjà mis en œuvre plusieurs sites de production d'énergie photovoltaïque : le parc photovoltaïque des Cinquains sur le site de l'ancienne décharge communale et les halles solaires avec leur 1.000 m<sup>2</sup> de toiture photovoltaïque.

Il convient de poursuivre cet effort et d'encourager le développement des énergies renouvelables, notamment solaire, prioritairement sur bâti, ombrières de parking, mais également sur des sites dégradés, sous réserve de la prise en compte des enjeux paysagers et environnementaux

Source : PADD / axe 1 : Promouvoir un développement urbain équilibré et maîtrisé  
Action 6 : Favoriser le développement des énergies renouvelables

### 2/ Les exigences techniques et réglementaires de la commune

#### La couverture solaire et photovoltaïque des bâtiments :

##### **Zone UA :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- D'être soit intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles), soit posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite ;
- De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égal à la longueur d'une tuile.

##### **Zone UB :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuiles pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite.
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égal à la longueur d'une tuile.

- Dans le cas d'un toit terrasse (annexes de moins de 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et bâtiments situés en seconde ligne de la RD 999 visés ci-avant) : D'être placés en retrait du plan de la façade de façon à limiter leur visibilité depuis la voie ou l'espace public proche.

#### **Zone UC :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuile pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite.
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile.
- Dans le cas d'un toit terrasse : D'être placés en retrait du plan de la façade de façon à limiter leur visibilité depuis la voie ou l'espace public proche.

#### **Zone UE :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuile pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite ;
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile
  - Dans le cas d'un toit terrasse : D'être placés en retrait du plan de la façade de façon à limiter leur visibilité depuis la voie ou l'espace public proche.
- Les panneaux solaires et photovoltaïques sont également autorisés en protection des aires de stationnement (ombrières sur parking) ; les règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ne s'appliqueront pas aux ombrières sur parking, exception faite en limites des secteurs UC1, UB2 et A.

#### **Zone UP :**

L'installation de panneaux solaires et photovoltaïques en toiture est autorisée à condition qu'ils soient masqués par un acrotère de hauteur suffisante.

#### **Zone IAU :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuile pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite.
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile
- Dans le cas d'un toit terrasse : D'être placés en retrait du plan de la façade de façon à limiter leur visibilité depuis la voie ou l'espace public proche.

#### **Zone IAUp :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuile pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite.
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile
- Dans le cas d'un toit terrasse : D'être masqués par un acrotère de hauteur suffisante.

#### **Zone IAUe :**

Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :

- Dans le cas d'une toiture tuile pentée :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite ;
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile
- Dans le cas d'un toit terrasse : D'être masqué par un acrotère.
- Les panneaux solaires et photovoltaïques sont également autorisés en protection des aires de stationnement (ombrières sur parking) ; ces ombrières pourront déroger aux règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et par rapport aux limites séparatives, exception faite en limite avec la zone A.

#### **Zone A :**

- Sur les bâtiments d'exploitation : Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture à condition d'être intégrés dans l'épaisseur de la couverture (panneaux se substituant

à la toiture) ou posés en surimposition de la couverture (panneaux posés au-dessus de la toiture).

- Sur les bâtiments d'habitation : Les panneaux solaires et photovoltaïques sont autorisés en toiture sous réserve :
  - D'être intégrés à la couverture (en remplacement des tuiles) ou posés en surimposition de la couverture (par-dessus les tuiles) ; la pose en superstructure sur toiture est interdite.
  - De respecter un recul par rapport au bord de toiture au moins égale à la longueur d'une tuile

#### Les performances énergétiques et environnementales :

En Zones UA-UB-UC-UE-UP-IAU-IAUp-IAUe-A :

- Les constructions doivent respecter les réglementations thermiques en vigueur à la date du dépôt de demande d'autorisation (RE2020).
- L'utilisation des énergies renouvelables devra être recherchée pour l'approvisionnement énergétique des constructions, en fonction de leurs caractéristiques et sous réserve d'une bonne intégration paysagère et architecturale des équipements.

*Source : Règlement du Plan Local d'urbanisme*

### **3/ Le projet de cartographie**

#### Les postulats :

- Refus de toute installation d'éolienne
- Refus de couverture photovoltaïque des serres agricoles
- Refus de couverture photovoltaïque des installations démontables
- Pas de projet identifié en matière de bioénergie
- Possibilité de couverture photovoltaïque de tous les bâtiments d'habitation ou agricole ou d'activités économiques, sur l'ensemble du territoire communal
- Possibilité de couverture photovoltaïque sur les espaces artificialisés, de type parkings et espaces aménagés.
- Priorité au développement d'énergies renouvelables sur les sites et espaces dégradés ou pollués
- Etude de faisabilité d'énergies renouvelables préalables aux projets communaux d'aménagement ou de construction

#### La cartographie :

- Couverture des immeubles bâtis, quelles que soient leur nature ou leur vocation, en agglomération et hors agglomération
- Parc photovoltaïque au quartier du Travers sur le site de l'ancienne décharge municipale (d'une superficie de l'ordre de 6 hectares)
- Géothermie pour le chauffage du futur groupe scolaire dans le quartier de Peire Fioc (superficie de l'ordre de 2,5 hectares)

*Annexes 10 à 13*

#### La concertation publique préalable :

- Délibération du Conseil Municipal n°052-2024 du 22 août 2024 (*annexe 14*)
- Décision du Maire n°25-2024 du 3 septembre 2024 (*annexe 15*)

\* \* \*